

Argiésans, le 29 décembre 2005

Groupe de Subdivisions Nord Franche-Comté  
4, rue des Chênes – Zone Industrielle  
90800 ARGIESANS  
Téléphone : 03 84 90 16 90  
Fax : 03 84 90 17 77  
Site internet : [www.franche-comte.drire.gouv.fr](http://www.franche-comte.drire.gouv.fr)

Affaire suivie par Claire BERGER  
Ligne directe : 03 84 90 17 74  
Mél : [claire.berger@industrie.gouv.fr](mailto:claire.berger@industrie.gouv.fr)

REF : GSNFC/EI/CB/GV 2005-1229A

## **INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**



**Société PEUGEOT CITROEN SOCHAUX**

**à**

**SOCHAUX**



**Projet de prescriptions complémentaires**



**Rapport de présentation au Conseil Départemental d'Hygiène**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17 juillet 2000, relatif au bilan de fonctionnement des installations classées soumises à autorisation, pris en application de l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, la société Peugeot Citroën Sochaux SNC a remis, le 26 octobre 2004, le bilan de fonctionnement de son site de Sochaux pour la période 1993-2003.

La société Peugeot Citroën Sochaux SNC, dont le site de Sochaux est autorisé par l'arrêté préfectoral n° 1059 du 24 mars 1994 modifié, est concernée par les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- Rubrique 2551 : fonderie de métaux ferreux (arrêtée en 2003) ;
- Rubrique 2560 : travail mécanique des métaux ;
- Rubrique 2565 : certaines installations de traitement de surface ;
- Rubrique 2910 : installations de combustion ;
- Rubrique 167 : installations de traitement de déchets ;
- Rubrique 1175 : emploi de composés organohalogénés (arrêté en septembre 2004).

## **I – CADRE REGLEMENTAIRE**

L'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié indique que le bilan de fonctionnement doit permettre au préfet de réexaminer et, si nécessaire, d'actualiser les conditions de l'autorisation. Cette obligation découle de la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, connue sous le nom de « directive IPPC ».

Le bilan de fonctionnement est présenté par l'exploitant tous les dix ans et utilise notamment les données qu'il fournit régulièrement à l'inspection des installations classées en application de son arrêté d'autorisation et des arrêtés complémentaires qui réglementent ses installations. L'examen du bilan de fonctionnement doit conduire l'inspection, lorsque les intérêts protégés par la législation des installations classées sont menacés, ou lorsque l'évolution des techniques permet une réduction significative des impacts sur les intérêts précités, à proposer au préfet de prescrire par arrêté complémentaire une actualisation des prescriptions.

L'arrêté ministériel du 17 juillet 2000 fixe le contenu du bilan de fonctionnement qui doit comprendre:

- une évaluation des principaux effets actuels de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures technologies disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation.

## **II – SYNTHÈSE DU BILAN DE FONCTIONNEMENT**

### **1 – Rappels géographiques et historiques**

L'établissement Peugeot Citroën de Sochaux, spécialisé dans la construction automobile, est implanté depuis 1912 sur la commune de Montbéliard. Il s'est ensuite développé

progressivement sur les communes limitrophes de Sochaux, Exincourt, Etupes et Vieux-Charmont, pour occuper aujourd'hui une surface voisine de 216 ha, dont 115 environ sont couverts par des bâtiments (voir plans en annexes 1 et 2).

Il faut noter qu'en 1987, l'extension du site a été réalisée grâce à une déviation de la rivière l'Allan, ce qui a permis le transfert des activités de peinture, de montage et d'habillage des caisses dans de nouveaux bâtiments situés au sud de celle-ci. L'ancien lit de l'Allan a été remblayé par des sables de fonderie et un nouveau tracé a été canalisé plus au sud, sur toute la portion bordant le site.

L'établissement se trouve aujourd'hui dans une zone d'habitat dense en bordure nord du canal reliant le Rhône au Rhin et de l'Allan qui s'écoule vers l'est. Au sud, de l'autre côté du canal et de l'autoroute A 36 se trouvent la zone commerciale du Pied des Gouttes (Montbéliard) et la zone industrielle des Bouquières (Exincourt). Les premières habitations sont distantes d'environ 50 m et plusieurs zones de loisirs sont implantées en périphérie du site.

## **2 – Rappels sur les activités du site**

L'établissement de Peugeot Citroën Sochaux SNC comprend 6 usines :

- l'usine d'emboutissage, lieu de fabrication des caisses de voiture à partir de tôles provenant des aciéries ;
- l'usine de ferrage, comprenant des ateliers de tôlerie et l'assemblage des caisses par des ensembles robotisés ;
- l'usine de peinture, dans laquelle les caisses subissent un traitement de surface (dégraissage, phosphatation), et un traitement par cataphorèse avant application des différentes couches de peinture et de finition ;
- l'usine de montage, où sont assemblés les caisses peintes et les organes mécaniques ;
- l'usine de mécanique, qui compte deux ateliers sur le site de Sochaux et dans laquelle sont usinés différents organes mécaniques tels que moteurs, ponts, boîtes de vitesse, amortisseurs... qui sont ensuite assemblés ;
- l'usine de fonderie, actuellement démolie, qui produisait des blocs cylindres, des disques et tambours de freins, des arbres à cames...

Ces usines produisent environ 1800 véhicules/jour qui quittent ensuite le site par le rail ou par la route.

Elles abritent une centaine d'installations classées soumises à autorisation ou à déclaration, parmi lesquelles des presses, des cabines de peinture, des tunnels de traitement de surface, des installations de travail mécanique des métaux, des fours de fonderies et pour les équipements généraux : une centrale thermique, des stations d'épuration des eaux usées, des stockages de produits inflammables, des installations de distribution de carburant, des locaux de charge de batteries, des installations de compression et de réfrigération dont 16 tours aéroréfrigérantes.

## **3 – Effets sur l'eau**

Le site de Peugeot Citroën Sochaux est raccordé au réseau d'adduction communal pour la fourniture d'eau potable et s'approvisionne en eau industrielle par un pompage dans l'Allan canalisé. Les deux forages présents sur le site servent uniquement au rabattement de nappe destiné à limiter les effets de la pollution du site sur les eaux souterraines.

Entre 1993 et 2003, la consommation en eau de ville est passée de 242 709 m<sup>3</sup> à 430 136 m<sup>3</sup> tandis que la consommation d'eau industrielle passait de 7 millions à 5,5 millions de mètres cubes, ce qui correspond à une diminution de la consommation d'eau par véhicule produit de 25,9 à 12,8 m<sup>3</sup>.

Cette diminution s'explique par des évolutions techniques, parmi lesquelles l'utilisation de circuits fermés ou le recyclage de douches d'étanchéité, et par une meilleure maîtrise

opérationnelle. Il faut noter que certains circuits de réfrigération comme ceux de la restauration fonctionnent encore en circuit ouvert. Ils représentent environ 100 m<sup>3</sup>/h de rejets et font l'objet d'une surveillance de la température.

Les rejets aqueux de la partie historique du site, au nord de l'ancien lit de l'Allan, sont collectés par un réseau unitaire dont l'exutoire final est l'Allan après traitement sur une station physico-chimique construite en 1976. Les rejets de la partie sud du site sont collectés dans un réseau séparant les eaux pluviales qui rejoignent l'Allan des eaux usées qui sont traitées sur la station physico-chimique précitée.

Les effluents industriels, tels que les eaux de rinçage après dégraissage, les liquides de coupe, les eaux de machine à laver, les effluents de peinture ou de traitement de surface, constitués à 90% d'effluents de l'activité peinture, sont collectés séparément et subissent majoritairement une étape de détoxification physico-chimique avant d'être traités sur une station biologique construite en 1994, dont l'exutoire final est l'Allan (voir schéma en annexe 3).

Les rejets de ces deux stations font l'objet de mesures périodiques dans le cadre de l'autosurveillance prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le tableau ci-dessous montre l'évolution des flux de polluants rejetés par chacune des stations, sur la base du mois de production maximale, entre 1993 et 2003 :

Station	Effluents traités	Polluants ou nuisances associées	1993 (kg/j)	2003 (kg/j)
Physico-chimique (mise en service en 1976)	Pompage nappe	Débit (m <sup>3</sup> /j)	26668	19967
	Eaux pluviales	Demande chimique en oxygène (DCO)	1232	430
	Eaux usées	Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	295	210
	Eaux de	Matières en suspension (MES)	438	165
	refroidissement	Hydrocarbures totaux (HCT)	8*	<0,01
	Eaux de	Azote total (Kjeldahl)	127	93
	chaufferie	Phosphore total (P <sub>tot</sub> )	66	9,6
	Eaux vannes	Métaux totaux	14*	8,7
	Restauration	Aluminium (Al)	1,8*	2,7
	Eaux de	Fer (Fe)	5,8*	4,5
	service...	Chrome total (Cr <sub>tot</sub> )	0,40*	<0,01
		Cuivre (Cu)	0,30*	<0,01
		Nickel (Ni)	1,6*	0,04
		Plomb (Pb)	0,7*	<0,01
		Zinc (Zn)	3,5*	0,68

\* Ces valeurs ne sont disponibles qu'à partir de 1995.

Station	Effluents traités	Polluants ou nuisances associées	1995 (kg/j)	2003 (kg/j)
Biologique (mise en service 1994)	Peinture	Débit (m <sup>3</sup> /j)	860	1054
	Mécanique	Demande chimique en oxygène (DCO)	69	103
		Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	6	6
		Matières en suspension (MES)	17	13
		Hydrocarbures totaux (HCT)	0,78	0,12
		Azote total (Kjeldahl)	10	25,6
		Phosphore total (P <sub>tot</sub> )	3,1	1,2
		Métaux totaux	2,2	1,1
		Aluminium (Al)	0,08	0,28
		Fer (Fe)	0,60	0,01
		Chrome total (Cr <sub>tot</sub> )	0,04	<0,01
		Nickel (Ni)	0,43	0,58
		Plomb (Pb)	0,11	0,01
		Zinc (Zn)	0,29	0,21

Les effluents de ces deux stations rejoignent le milieu naturel en un même point, il est donc plus pertinent d'examiner les évolutions du rejet global afin de tenir compte d'éventuels transferts de pollution liés à des optimisations des traitements :

<b>Polluants ou nuisances associées</b>	<b>1993 (kg/j)</b>	<b>2003 (kg/j)</b>	<b>Evolution (%)</b>
Débit (m <sup>3</sup> /j)	26668	21021	-21
Demande chimique en oxygène (DCO)	1232	533	-57
Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	295	216	-27
Matières en suspension (MES)	438	177	-60
Hydrocarbures totaux (HCT)	8,8*	0,12	-99
Azote total (Kjeldahl)	127	119	-6
Phosphore total (P <sub>tot</sub> )	66	10,8	-84
Métaux totaux	16,2*	9,8	-40
Aluminium (Al)	1,9*	3,0	+58
Fer (Fe)	6,4*	4,5	-30
Chrome total (Cr <sub>tot</sub> )	0,44*	<0,01	
Cuivre (Cu)	0,30*	<0,01	
Nickel (Ni)	2,0*	0,62	-69
Plomb (Pb)	0,81*	0,01	-99
Zinc (Zn)	3,8*	0,89	-77

L'évolution des rejets est due à la fois à des mesures de réduction des émissions de polluants à la source, à la mise en œuvre de traitements complémentaires et à des mesures d'amélioration du rendement des installations de traitement tant en exploitation qu'en équipement. Le seul polluant à la hausse est l'aluminium dont les rejets totaux sont passés de 1,9 kg/j en 1995 à 3 kg en 2003 du fait de l'utilisation d'un composé à base d'aluminium dans le procédé de traitement.

Par ailleurs, l'analyse de ces valeurs doit tenir compte de la part importée à travers le pompage d'eau industrielle de certains polluants dans le canal du Rhône au Rhin. Le tableau suivant permet d'apprécier, pour les principaux polluants, l'impact réel du site pour l'année 2003. Ces valeurs sont à rapprocher de la charge moyenne présente dans la rivière en aval du site, en se basant un débit d'étiage moyen à 7,9 m<sup>3</sup>/s:

<b>Polluants ou nuisances associées</b>	<b>Rejet (kg/j)</b>	<b>Part importée* (kg/j)</b>	<b>Part due au site</b>		<b>Charge rivière (kg/j)</b>
			<b>(kg/j)</b>	<b>%</b>	
Demande chimique en oxygène (DCO)	533	163	370	69	6120
Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	216	39	177	82	1175
Matières en suspension (MES)	177	161	16	9	8902
Azote total (Kjeldahl)	119	19	100	84	2658
Phosphore total (P <sub>tot</sub> )	10,8	44	-33	nulle	175
Métaux totaux	9,8	4	5,8	59	906

\* moyenne 2003

#### 4 – Effets sur le sol et le sous-sol

Afin de connaître les effets de son activité sur le sol et le sous-sol, Peugeot Citroën Sochaux a mené de 2000 à 2001 une évaluation simplifiée des risques pour son site de Sochaux. Cette évaluation a permis à classer le site dans la catégorie « site à surveiller ».

Les modalités de la surveillance et du confinement de la pollution historique de la partie nord-ouest du site ont été fixées l'arrêté préfectoral n° 5738 du 26 juin 2002.

## 5 – Effets sur l’atmosphère

Les rejets atmosphériques du site sont liés au fonctionnement des installations de combustion et au process (fonderie, cabines de peinture). Ils font l’objet de mesures périodiques dans le cadre de l’autosurveillance prévue par l’arrêté préfectoral d’autorisation. Le tableau ci-dessous reflète l’évolution des flux de polluants rejetés entre 1993 et 2003 :

Source	Energie/ Produits utilisés	Polluants ou nuisances associées	1993 (t/an)	2003 (t/an)	Variation
Installations de combustion	Gaz naturel	- Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	2147	679	-68%
	Charbon	- Oxydes d’azote (NOx)	320	182	-43%
	Fioul	- Acide chlorhydrique (HCl)	86	-	-100%
	domestique (FOD)	- Poussières	114	20	-82%
	Fioul lourd (BTS/ FOL)	- Dioxyde de carbone (CO <sub>2</sub> )	162 000	108 200	-33%
		- Protoxyde d’azote (N <sub>2</sub> O)	4,7	3,5	-25%
		- Méthane (CH <sub>4</sub> )	13,7	5,7	-58%
Cabines de peinture	Gaz naturel/ peintures	- Composés organiques volatils (COV) non chlorés	2318	2748	+18%
Fonderie	Coke/ Acier	- Poussières	65	6,8	-89%
		- CO <sub>2</sub>	20 360	11 390	-44%
		- Protoxyde d’azote (N <sub>2</sub> O)	0,7	0,4	-43%
		- Méthane (CH <sub>4</sub> )	3,4	1,9	-44%

L’évolution des rejets est due à l’utilisation prioritaire de fioul basse teneur en soufre à partir de 1996, à l’abandon du charbon à partir de 2002 et à l’arrêt de la fonderie en 2003.

La modernisation de la chaufferie autorisée par l’arrêté préfectoral n° 4967 du 1<sup>er</sup> septembre 2004 privilégiant le combustible gaz et obligeant l’exploitant à utiliser un fioul à très basse teneur en soufre permettra de continuer à limiter les rejets polluants des installations de combustion.

Pour ce qui est des rejets de composés organiques volatils, l’augmentation des rejets est essentiellement liée à l’augmentation de la production qui est passée de 274 109 véhicules en 1993 à 432 650 en 2003, ce qui ramène les émissions de COV de l’usine de peinture de 8,46 kg/véhicule en 1993 à 5,97 kg/ véhicule en 2003.

Les mesures prises par l’exploitant, et notamment l’utilisation de produits à haut extrait sec, l’optimisation des rendements d’application des peintures (installations robotisées, faibles épaisseurs) et la mise en service d’une installation d’incinération des rejets de la cabine d’application de cire de protection, permettent de respecter les valeurs limites d’émission imposées par l’arrêté ministériel du 2 février 1998 qui limite les rejets des activités de revêtement sur véhicules à 60 g/m<sup>2</sup> ou 1,9 kg/carrosserie + 41 g/m<sup>2</sup> de surface revêtue à compter du 30 octobre 2005.

A noter toutefois, qu’un report de délai, accordé par l’arrêté préfectoral n° 5803 du 26 octobre 2005, permettra une mise en conformité progressive des rejets de COV des installations de peinture de l’usine de mécanique. A l’échéance, fixée au 30 juin 2007, ces installations rejeteront environ 10 tonnes de COV contre 130 tonnes en 2003, ce qui représente une réduction à la source de 92 %.

Par ailleurs, l’utilisation de produit halogéné pour le dégraissage a été abandonnée en septembre 2004 et est remplacée par de nouveaux process en phase aqueuse non solvantée.

## **6 – Conditions de valorisation et d'élimination des déchets**

L'étude déchets menée en 1996 par Peugeot Citroën Sochaux a permis de regrouper les principaux déchets générés par l'établissement dans les catégories suivantes :

- les déchets industriels banals (papier, carton, plastique, tissu, ferraille...), qui sont pour partie valorisés et pour partie (4645 tonnes en 2003) mis en décharge ;
- les produits de l'usine de fonderie (sables et laitiers de cubilots), qui représentaient environ 23 000 tonnes de déchets mis en décharge ou valorisés en 2003 ;
- les boues provenant des stations de traitement des eaux (1880 tonnes en 2003), qui sont mises en décharge ;
- les déchets spéciaux, comprenant notamment 1400 tonnes de solvants usagés qui sont valorisés.

L'exploitant a mené diverses actions visant à améliorer les conditions de valorisation et d'élimination des déchets et notamment :

- approvisionnement des pièces dans des bacs en polyéthylène réutilisables ;
- régénération et réutilisation des solvants de nettoyage des installations de peinture ;
- valorisation des sables de fonderie en technique routière ou en cimenterie ;
- collecte sélective des déchets tant dans les ateliers que dans les bureaux et les cafétérias.

## **7 – Effets sur le bruit**

Les sources d'émission sonores du site Peugeot Citroën Sochaux sont essentiellement liées aux activités d'emboutissage, de fonderie, au fonctionnement de certaines installations de compression et de réfrigération, et au trafic.

L'évolution des nuisances sonores est due notamment au remplacement des compresseurs à pistons par des installations moins bruyantes, à l'arrêt de la fonderie, à la mise en place de mesures d'insonorisation de l'atelier d'emboutissage et au renouvellement du parc des presses... Cette évolution doit se poursuivre au fur et à mesure du renouvellement du parc machines. Une surveillance régulière des émissions sonores permet de vérifier cette évolution.

En 2003, la circulation des poids lourds a représenté 11% du trafic, la circulation des véhicules du personnel et des visiteurs 86% et la circulation des bus, qui assurent le transport de plus de 5000 personnes, 3%. Afin de limiter l'impact du trafic lié à son site, l'exploitant s'est engagé dans une démarche de Plan de Déplacement Entreprise.

## **8 – Effets sur la santé**

Une évaluation quantitative des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques du site est en cours d'élaboration. Les résultats seront présentés à un prochain conseil départemental d'hygiène et donneront lieu, en tant que de besoin, à une proposition de prescriptions complémentaires.

Pour ce qui est de la prévention du risque légionellose, les tours de refroidissement ont fait l'objet de prescriptions spécifiques par arrêté préfectoral du 5 avril 2000 modifié par l'arrêté du 29 avril 2004 afin de fixer les modalités de surveillance et d'entretien, ainsi que les mesures à prendre en cas de dépassement des seuils. Plusieurs contrôles inopinés réalisés en 2004 et 2005 ont permis de vérifier le respect des prescriptions en la matière.

## **9 – Conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie**

Le tableau ci-dessous récapitule l'évolution des consommations énergétiques de l'établissement entre 1993 et 2003 :

Energie	Unité	1993	2003	Variation
Electricité	MWh	370 878	394 357	+ 6%
Fioul lourd BTS	Tonnes	795	19 198	+ 96%
Fioul domestique	m <sup>3</sup>	2000	530	- 75%
Coke	Tonnes	8 071	4516	- 44%
Charbon	Tonnes	22 531	0	- 100%
Gaz	MWh (PCI)	123 478	233 083	+ 89%

Ces évolutions sont dues essentiellement à la mise en place d'une installation de cogénération en 2001, à l'abandon du charbon en 2002, à l'optimisation du rendement des installations, à l'amélioration de l'isolation des bâtiments et à l'utilisation de sondes de température pour piloter et gérer les besoins en chauffage des bâtiments.

Le nouveau schéma de production thermique ayant conduit à la modernisation de la chaufferie en 2004 permet de plus une diminution des consommations d'énergie et une baisse des rejets polluants (y compris les gaz à effets de serre tels que le CO<sub>2</sub>, le méthane ou le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O)) par l'amélioration du rendement de production et l'engagement prioritaire des chaudières au gaz naturel.

## 10 – Incidents ou accidents

Les incidents et accidents ne font l'objet d'enregistrements systématiques que depuis 1999 (certification ISO 14001). Pour la période 1993-2003, le bilan de fonctionnement fait état de 6 incidents et accidents ayant pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Date	Nature	Conséquences
Septembre 1994	Pollution au fioul lourd	Pollution de la rivière
20 juin 1996	Explosion d'une cuve de fioul lourd de 6000 m <sup>3</sup>	1 mort et 1 blessé
8 août 1996	Fuite de 15 litres de pyralène lors du démontage d'un poste à haute tension	Pas d'impact sur le sous-sol (élimination immédiate des terres polluées)
25 décembre 2000	Pollution de l'Allan canalisé par des hydrocarbures au niveau du parc de stockage de véhicules neufs	Pollution de la rivière (irisations)
9 janvier 2002	Incendie de la cabine de peinture des accessoires	Uniquement des dégâts matériels Sans effet sur l'environnement
14 janvier 2002	Explosion suivie d'un incendie par débordement et contact de matière en fusion d'un cubilot de fonderie avec de l'eau	Uniquement des dégâts matériels Sans effet sur l'environnement
24 octobre 2002	Incident en peinture	Dépassement des normes de rejet en phosphore de la station biologique sur une ou deux journées

Chacun de ces incidents et accidents a fait l'objet de mesures correctives et préventives.

## 11 – Investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions

Les investissements réalisés en matière de prévention et de réduction des pollutions ne font l'objet d'un suivi séparé que depuis 1997. Ils sont estimés à 9,5 millions d'euros entre 1997 et 2003, qui sont répartis comme suit :



Année	Montant total	dont mises en conformité	Plus gros postes
1997	372 k€	40 K€	Remplacement d'un dépoussiéreur à l'usine de fonderie (303 k€)
1998	198 k€	138 k€	
1999	1,15 M€	138 k€	Remplacement d'un dépoussiéreur à l'usine de fonderie (488 k€) Création d'un bassin de confinement des eaux pluviales pour la zone nord du site (456 k€)
2000	530 k€	162 k€	Mise en place de points verts dans certaines unités de fabrication (122 k€)
2001	1,69 M€	259 k€	Création d'une déchetterie (666 k€)
2002	2,78 M€	133 k€	Elimination et remplacement de transformateurs électriques au PCB (1050 k€) Remplacement de deux machines à laver aux solvants par une machine à laver à produits lessiviels (592 k€) Incinérateur de COV pour l'application de cires et de vernis de finition (915 k€)
2003	1,93 M€	1 184 k€	Remplacement des installations de protection incendie et suppression des gaz halon (935 k€).

## 12 – Mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation

En cas d'arrêt définitif de l'exploitation, l'exploitant se conformera aux dispositions prévues par l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977. Les capacités financières présentées par l'exploitant devraient, en cas de besoin, permettre d'assurer la vidange des machines et l'élimination des produits polluants et des d'éventuels déchets dans les filières utilisées lors de l'exploitation normale du site.

Les cessations partielles d'activité ont fait l'objet de mémoires spécifiques remis à M. le Préfet en octobre 2002, novembre 2003 (fonderie et décharge d'Etupes), janvier 2004 (peinture accessoires) et juin 2005 (stockage de fioul domestique).

## III – AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'examen du bilan fait apparaître la nécessité de renforcer certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1059 du 24 mars 1994 modifié pour prendre en compte les évolutions du site et y intégrer les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Pour intégrer ces dispositions, nous proposons une refonte complète des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 mars 1994 modifié selon le projet de prescriptions complémentaires joint en annexe. Les principaux apports sont présentés ci-dessous :

### 1 - Sur la prévention de la pollution des eaux

Afin de limiter les flux d'eau utilisés dans l'établissement, le projet d'arrêté introduit à l'article 15.1, des valeurs limites pour la consommation annuelle en eau potable (450 000 m<sup>3</sup>, ce

qui correspond à 75 litres par ouvrier et par an) et pour le volume annuel de prélèvement en eau industrielle dans le canal du Rhône au Rhin (6,5 millions m<sup>3</sup>).

Afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'une période de sécheresse, il est proposé de prescrire à l'article 15.3, des dispositions de réduction temporaire de la consommation d'eau et de limitation des impacts des rejets de l'établissement en cas de situation critique.

En ce qui concerne la collecte et le traitement des eaux pluviales, celles de la partie nord sont collectées, avec les eaux usées, par un réseau unitaire, raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales, pour être traitées sur la station physico-chimique du site. Celles de la partie sud rejoignent le milieu naturel via un collecteur du réseau public de la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard. Compte tenu du risque d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, des sols, des aires de stockage, etc. et de l'étendue des surfaces imperméabilisées, ce réseau doit également être raccordé à un bassin de confinement. Il est proposé de prescrire à l'article 16.5, la réalisation d'un tel ouvrage avant le 31 décembre 2007.

Pour les installations anciennes fonctionnant en circuit ouvert, il est proposé de prescrire à l'article 16.6, une étude technico-économique de mise en conformité assortie d'un échancier. Un arrêté complémentaire fixera les dispositions retenues.

Pour les effluents industriels, le projet de prescriptions complémentaires met les valeurs limites de rejet en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 2 février 1998 et renforce les modalités de la surveillance. Les flux proposés à l'article 19.2 ont été fixés sur la base de l'analyse des données d'autosurveillance des trois dernières années et tiennent compte des réductions obtenues.

En ce qui concerne la surveillance des effets du site sur les eaux souterraines, outre les dispositions déjà prévues par l'arrêté préfectoral n° 5738 du 26 juin 2002, qui sont intégrées au présent projet, il est proposé à l'article 21.1.2, de conserver un point de prélèvement en amont et deux points en aval hydraulique du parc de véhicule neuf, cette zone ayant été exploitée entre 1983 et 1994 comme décharge contrôlée de déchets industriels sous la rubrique 167 B de la nomenclature des installations classées.

## **2 - Sur la prévention de la pollution de l'air**

Le projet de prescriptions complémentaires met les valeurs limites de rejet en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 2 février 1998 et précise les modalités de la surveillance. En particulier, les valeurs limites de rejet en COV et en NOx de l'incinérateur de cataphorèse sont revues à la baisse.

Il est de plus proposé d'imposer à l'exploitant la substitution des préparations contenant du formaldéhyde par des formulations moins nocives. Afin de gérer la période transitoire, le projet de prescriptions complémentaires prévoit à l'article 23.1, des valeurs limites de rejet, ainsi qu'un contrôle annuel sur chaque cheminée susceptible d'émettre ce polluant et la remise d'un plan de réduction des rejets assorti d'un échancier.

Afin de mieux connaître les effets des rejets atmosphériques de l'établissement sur l'environnement, les prescriptions prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 concernant la surveillance de la qualité de l'air environnant ont été intégrées à l'article 25.

La société Peugeot Citroën Sochaux étant concernée par la circulaire du 22 mars 2004 qui fixe la liste des établissements gros émetteurs de COV connus pour être des précurseurs de l'ozone qui doivent mettre en œuvre un plan de réduction de leurs émissions en cas de pics de pollution, les mesures proposées par l'exploitant ont été intégrées à l'article 26.

### **3 - Maîtrise des déchets**

Le plus gros poste « déchets » est constitué par environ 4700 tonnes de déchets industriels banals (DIB) divers qui sont mis en décharge. Il est proposé de prescrire à l'article 31.2, une étude visant à réduire la part éliminée au profit de la part valorisée.

### **4 - Prévention des nuisances sonores**

Le projet de prescriptions complémentaire propose, à l'article 32.2, de renforcer la surveillance des émissions sonores de l'établissement par des campagnes de mesures annuelles.

### **5 - Prévention des risques**

Le projet de prescriptions complémentaires propose de renforcer les prescriptions visant à prévenir les risques d'incendie ou d'explosion et à limiter les effets d'un accident éventuel.

En matière d'aménagement et d'implantation des installations, ont été introduites des dispositions concernant, notamment, l'obligation de signaler les zones dangereuses et d'en limiter l'accès dans les bâtiments abritant des installations classées induisant un risque en cas d'incendie, l'accessibilité des installations au service d'incendie et de secours, l'obligation de disposer d'un réseau électrique de sécurité, l'obligation de protéger les installations contre la foudre.

Pour ce qui est des conditions d'exploitation et de l'entretien des installations, le projet précise, notamment, le rôle du personnel de gardiennage, l'obligation de disposer de la connaissance des produits présents dans l'établissement et des risques qu'ils présentent.

En matière de prévention des risques d'incendie et d'explosion, sont proposées des dispositions complémentaires concernant les dispositifs de détection d'incendie ou de risque d'explosion, la mise en œuvre d'installations utilisant du gaz naturel ou l'obligation de disposer pour l'établissement d'un dossier de sécurité. Le projet précise également le contenu minimal des consignes de sécurité.

A noter également que le projet de prescriptions complémentaires acte deux mesures de réduction à la source du potentiel de danger de l'établissement, à savoir la cessation d'activité d'un stockage de fioul domestique de 1450 m<sup>3</sup> et la réduction de la quantité de trioxyde de chrome (composé très toxique) présente dans les installations de 9 à 3 tonnes.

### **6 - Prévention de la légionellose**

Le plan d'action interministériel, de lutte contre les légionelles, présenté lors du conseil des ministres le 7 juin 2004, visant à réduire de 50 % l'incidence des cas de légionellose d'ici à 2008 et les actions engagées dans le département ont été présentés lors la séance du Conseil Départemental d'Hygiène (CDH) du 13 juin 2005. Dans ce cadre, les tours aéroréfrigérantes présentes dans l'établissement ont été intégrées à la liste des installations classées (annexe 1 du projet d'arrêté préfectoral) et les prescriptions prises par arrêté complémentaire le 29 avril 2004 ont été remplacées par celles édictées par les arrêtés ministériels du 13 décembre 2004.

Les conditions d'application des nouvelles dispositions doivent faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire après avis du Comité Départemental d'Hygiène.

## **VI – CONCLUSION**

Compte tenu de ce qui précède, les nuisances et les risques générés par les installations de Peugeot Citroën Sochaux peuvent être atténués par le renforcement des prescriptions techniques applicables à l'établissement.

Nous proposons d'inviter le Conseil Départemental d'Hygiène à émettre un avis sur les dispositions proposées en annexe.

Le Chef de la 2<sup>ème</sup> Subdivision Nord Franche-Comté

**signé**

Claire BERGER

Vu et transmis  
Le Chef du Groupe de Subdivisions Nord Franche Comté

**signé**

Dominique DELPY

Vu et transmis avec avis conforme,  
P/Le Directeur Régional et par délégation

Le Chef du Groupe de Subdivisions Nord Franche Comté

**signé**

Bernard DERACHE